

Etablissement public à caractère administratif  
73, avenue de Paris  
94160 SAINT-MANDE

Code CPV : n°79212300-6

Représenté par M. SORIANO Sebastien, Directeur général de l'IGN, nommé par décret du 16 décembre 2020

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION  
(RC)**

**Appel d'offres ouvert relatif à la nomination d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un suppléant pour une mission de contrôle légal et de certification des comptes de l'IGN portant sur les exercices comptables 2024 à 2026**

**DATE LIMITE DE LA REMISE DES PLIS :**

**Le lundi 27 mai 2024 à 12 heures (heure de Paris)**

**Service responsable de la passation du marché public**

Secrétariat Général  
Service Achats et Marchés  
**Département des Marchés**  
73 avenue de Paris  
**94160 Saint-Mandé**

Le présent RC comporte 9 feuillets numérotés de 1 à 9 ainsi qu'une annexe au format PDF, intitulée « AWS-Achat Conditions générales d'utilisation » à lire attentivement avant de déposer son pli sur le profil d'acheteur de l'IGN.

## ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché porte sur la nomination d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un suppléant pour une mission de contrôle légal et de certification des comptes de l'IGN portant sur les exercices comptables 2024 à 2026.

Le commissaire aux comptes a pour mission légale de certifier que les comptes annuels de l'IGN sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'établissement à la fin de cet exercice.

La nomination d'un commissaire aux comptes, ses missions et le cadre d'exécution de celles-ci sont strictement définies par la réglementation régissant la profession.

Bien que la réglementation en vigueur n'impose pas à l'IGN d'obligation de certification de ses comptes, l'établissement a décidé de manière volontaire de se doter d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un suppléant.

Le commissaire aux comptes titulaire et le commissaire aux comptes suppléant doivent être formellement désignés par les candidats dans leur offre technique, étant entendu que la profession de commissaire aux comptes est exercée par des personnes physiques ou par des sociétés inscrites sur une liste établie par la Haute autorité de l'audit, dans les conditions prévues aux articles L. 821-14 à L. 821-17 du code de commerce.

Les commissaires aux comptes seront nommés par le conseil d'administration de l'IGN.

Les modalités d'exécution du marché sont définies dans le cahier des clauses particulières (CCP) n°GBM 24030.

Ce CCP comporte deux annexes (annexe 1 : Organigramme des directions de l'IGN avec indication des implantations régionales ; annexe 2 : Etats financiers de l'IGN pour l'exercice 2023).

*L'IGN transmettra ces annexes par voie électronique, sur demande expresse des opérateurs économiques intéressés formulée à l'adresse [marches-publics@ign.fr](mailto:marches-publics@ign.fr).*

## ARTICLE 2- NATURE, MODE DE PASSATION, FORME ET DUREE DU MARCHE

### Nature et mode de passation :

Le présent marché public de services est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L 2124-2 et R 2124-2 du code de la commande publique.

### Forme :

Au regard de l'unicité des prestations à réaliser, le marché ne fait pas l'objet d'un allotissement, c'est à dire d'une décomposition en lots séparés.

### Durée :

En application de l'article L. 821-46 du code de commerce, l'IGN limite la durée légale du mandat du commissaire aux comptes à trois exercices comptables consécutifs (2024 à 2026).

Le présent marché prend effet à compter de la date de réception de sa notification et s'achève après la délibération du conseil d'administration de l'IGN statuant sur les comptes du troisième exercice comptable.

Le premier exercice comptable contrôlé par le commissaire aux comptes titulaire est l'exercice en cours à la date de nomination.

## **ARTICLE 3- MODALITES DE PAIEMENT ET DE FINANCEMENT**

Le marché est conclu à prix unitaire et ferme en ce qui concerne la vacation horaire sur laquelle sont calculés les honoraires du commissaire aux comptes versés en contrepartie de sa mission de contrôle légal et de certification des comptes.

Le coût de prise de connaissance du dossier est traité à prix forfaitaire et ferme.

Les frais annexes (frais de déplacement, de repas ou d'hébergement, etc.) sont réglés sur présentation et acceptation d'une pièce ou facture justificative.

Dans l'hypothèse où l'IGN confierait au titulaire la réalisation de prestations ne relevant pas des missions visées au III de l'article L. 821-2 du code de commerce, ces prestations autres que d'audit (fourniture de services et d'attestations) seront réglées d'après le montant forfaitaire et ferme des bons de commande émis par l'IGN et établis sur la base des devis établis par le titulaire.

Le paiement des sommes dues en exécution des prestations s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique par virement administratif dans un délai global maximum de 30 jours.

Le marché ouvre droit au versement d'une avance dont le montant est fixé à 10% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises des honoraires globaux divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Le marché est financé sur les ressources de l'IGN constituées d'une dotation de l'Etat et de recettes d'activités.

## ARTICLE 4 - REMISE DU PLI

Les renseignements et documents remis par le candidat seront rédigés en langue française (loi n° 94-665 du 4 août 1994) ou accompagnés d'une traduction en français conforme à l'original.

### 4.1 Contenu du pli

Le pli du candidat doit contenir un dossier de candidature et un dossier d'offre.

#### 4.1.1 Dossier de candidature

Le dossier de candidature doit comporter les documents suivants :

- Une **lettre de candidature (formulaire DC1)** renseignée,
- Une **déclaration du candidat (formulaire DC2)** renseignée.

**Le candidat doit renseigner les rubriques C1, C3, E et F1 du DC2 et produire les renseignements exigés à la rubrique G1 du DC2.**

Les informations demandées ci-dessus sont obligatoires. En leur absence, l'IGN peut demander au candidat de compléter sa candidature dans un délai approprié

L'IGN autorise la candidature au moyen du DUME (document unique de marché européen). Dans ce cas, le DUME se substitue à l'ensemble DC1 + DC2.

#### 4.1.2 Dossier d'offre

Le dossier d'offre doit contenir les documents suivants :

- Un **acte d'engagement\*** (formulaire ATTR11) renseigné ;
- Le cadre de réponse technique renseigné, valant **offre technique\*** ;
- Le cadre de réponse financière renseigné, valant **offre financière\*** ;

\* L'IGN impose la signature électronique (au moyen d'un certificat qualifié conforme au règlement européen eIDAS n°910/2014 du 23 juillet 2014) des documents d'offre précités au moment du dépôt du pli.

La personne signataire devra avoir la capacité juridique d'engager la société qu'elle représente (si le signataire n'est pas un représentant légal de la société, un document attestant que la personne signataire a le pouvoir d'engager la société devra être fourni sur demande de l'IGN).

Les formulaires (DC1, DC2 et ATTR11) pré-remplis à utiliser sont fournis dans le dossier de consultation des entreprises (DCE).

Les offres technique et financière sont élaborées d'après les demandes formulées dans les cadres de réponse technique et financière fournis dans le DCE.

La remise de l'acte d'engagement signé par les soumissionnaires emporte acceptation du cahier des clauses particulières (CCP) n° GBM 24030 et de ses deux annexes.

#### **4.2 Conditions de remise du pli**

**Le pli doit être remis au plus tard le 27 mai 2024 à 12 heures (heure de Paris).**

Tout pli qui parviendrait après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne sera pas retenu. Aucun envoi par télécopie, messagerie électronique ou sous format papier ne sera accepté.

**Le pli doit être déposé par voie électronique, sur la plateforme [www.marches-publics.info](http://www.marches-publics.info).**

Les modalités d'utilisation de cette plateforme sont détaillées dans le document au format PDF « AWS-Achat Conditions générales d'utilisation » annexé au présent RC.

Conditions spécifiques à cette consultation :

Les formats acceptés sont **Acrobat (.pdf)**, **RTF (.rtf)**, **Microsoft Word (.doc)** sans macro, **Microsoft Excel (.xls)** sans macro, suite **Libre Office** sans macro, **images GIF ou JPEG**, documents Shape (shp, .shx, .dbf et. prj) et **fichiers compressés ZIP** ne contenant que les formats précédents. Les présentations PowerPoint (.ppt) sont à éviter. Tout autre format utilisé dans la constitution du pli entraînera un rejet de l'offre ou de la candidature.

La taille maximum du pli déposé est de **30 Mo** (mégaoctets = millions d'octets).

L'intégralité du pli devra être téléchargée **avant** la date et l'heure limites ci-dessus. Aucun délai supplémentaire ne sera accordé.

Le pli dématérialisé peut être doublé d'une **copie de sauvegarde**.

La copie de sauvegarde pourra être transmise sur support papier ou sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB, etc.) et par tout moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception (lettre recommandée avec avis de réception postal, service de messagerie express, remise en main propre contre récépissé, etc.).

Il est précisé que l'IGN n'autorise pas l'envoi de la copie de sauvegarde par voie électronique.

La copie de sauvegarde doit parvenir à l'IGN dans le même délai que celui imparti pour le dépôt du pli électronique, à l'adresse indiquée ci-dessous :

**Institut national de l'information géographique et forestière**  
**Service Achats et Marchés**

Département des marchés  
Bât. A – Pièce 178  
73, avenue de Paris  
94160 Saint-Mandé

La remise en main propre de la copie de sauvegarde peut se faire du lundi au vendredi de 9 heures à 17 heures, hors jours ouvrés non travaillés à l'IGN et hors circonstances exceptionnelles.

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli clos comportant sur sa partie extérieure, outre l'adresse de l'IGN, les mentions suivantes :

« Copie de sauvegarde »  
« AOO du 27/05/2024 – CAC-IGN »  
« Nom du candidat »

Dans le cas où un même candidat présenterait à la fois un pli dématérialisé et un pli matériel ne portant pas la mention « copie de sauvegarde » sur son enveloppe extérieure, il sera éliminé.

## ARTICLE 5- DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de quatre mois à compter de la date limite fixée pour la réception des plis.

## ARTICLE 6- OUVERTURE DU PLI - APPRECIATION DE LA CANDIDATURE ET DE L'OFFRE

- **Recevabilité des candidatures**

L'IGN peut exclure un candidat de la procédure de passation du marché dans les cas prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique.

L'examen de la recevabilité des candidatures s'effectuera en deux temps :

Dans un premier temps, pour les candidats ayant remis leur pli dans le délai imparti, l'IGN vérifiera si les formulaires DC1 et DC2 demandés à l'article 4.1.1 sont présents et renseignés (l'IGN pourra, s'il le souhaite, demander à tous les candidats ayant remis un dossier de candidature incomplet ou insuffisamment renseigné de compléter leur dossier dans un délai approprié).

Les candidatures seront ensuite examinées en tenant compte des capacités économiques, professionnelles, techniques et financières proposées dans le DC2.

À tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché public, les documents de preuve des informations transmises pourront être demandés afin de vérifier si les candidats disposent bien de l'aptitude et des capacités suffisantes pour exécuter le marché public.

Dans un second temps et au vu des documents justificatifs exigés à l'article 7, l'IGN se prononcera définitivement sur la recevabilité de la candidature du soumissionnaire retenu auquel il est envisagé d'attribuer le marché public.

- **Recevabilité, examen et jugement des offres**

Les offres des soumissionnaires seront considérées comme recevables à condition de n'être ni irrégulières ni inacceptables ni inappropriées. Toutefois, pour ce qui est des offres irrégulières, l'IGN pourra, s'il le souhaite, demander aux soumissionnaires concernés de régulariser les éléments régularisables de leur offre.

A l'aune des éléments de réponse figurant dans l'offre technique et financière des soumissionnaires, le jugement des offres recevables sera ensuite effectué en fonction des critères annoncés ci-après, notés sur 100 points et pondérés de la manière suivante :

CRITERES D'ATTRIBUTION	PONDERATION
<b>Montant des honoraires globaux</b> figurant dans l'offre financière, correspondant au nombre d'heures de travail sur la durée du mandat, estimé nécessaire à l'accomplissement des diligences sur la durée totale de la mission, multiplié par le montant de la vacation horaire	<b>70%</b>
<b>Valeur technique</b> jugée sur la base des éléments de réponse figurant dans l'offre technique détaillant précisément les trois items suivants :  1) le plan de mission décrivant l'approche générale des travaux à réaliser sur la base des éléments d'informations fournis par l'IGN ;  2) le programme de travail pour le premier exercice comptable indiquant : <ul style="list-style-type: none"> <li>la nature et l'étendue des diligences estimées nécessaires à la mise en œuvre du plan de mission</li> <li>le nombre d'heures de travail affectées à l'accomplissement des diligences estimées</li> <li>le cas échéant, le nombre d'heures de travail affectées à la prise de connaissance du dossier.</li> </ul> 3) la constitution (dont la désignation des commissaires aux comptes titulaire et suppléant) et la technicité de l'équipe proposée.	<b>30%</b>  <b>10%</b>  <b>10%</b>  <b>10%</b>

Les soumissionnaires seront notés en fonction de leurs propositions sur chacun des critères mentionnés ci-dessus.

Le soumissionnaire retenu est celui qui a obtenu la note globale la plus élevée.

Ce soumissionnaire est l'attributaire pressenti du marché.

## **ARTICLE 7 – DOCUMENTS A FOURNIR EN VUE DE L'ATTRIBUTION DU MARCHÉ**

Le soumissionnaire retenu auquel il est envisagé d'attribuer le marché dispose d'un délai de cinq jours calendaires à compter de la demande de l'IGN pour fournir les documents justifiant qu'il n'entre pas dans les cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique.

Les documents justificatifs à produire obligatoirement par l'attributaire pressenti sont les suivants :

- une attestation de vigilance délivrée par l'Urssaf et datant de moins de six mois, prouvant qu'il est à jour de ses obligations de déclaration et de paiement des cotisations et contributions sociales et qu'il respecte les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé (une attestation de vigilance devra ensuite être fournie à l'IGN tous les 6 mois jusqu'à la fin du marché.) ;
- une attestation de régularité fiscale prouvant qu'il est à jour du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public ;
- le cas échéant, sur demande expresse de l'IGN, tout autre document justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Si l'attributaire pressenti est un opérateur économique non établi en France, il fournira des attestations équivalentes en vigueur dans l'Etat où il est établi.

Si l'attributaire pressenti est une entreprise de création récente et qu'il se trouve dans l'impossibilité de fournir certains documents demandés, il produira les attestations dont il peut disposer.

A défaut de production de ces pièces ou en cas de dépassement du délai imparti pour leur production, l'offre du soumissionnaire concerné sera rejetée.

Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après celle du soumissionnaire éliminé sera sollicité pour produire les documents exigés.

## **ARTICLE 8 – ATTRIBUTION -NOMINATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET NOTIFICATION DU MARCHÉ**

Si le soumissionnaire retenu produit dans le délai imparti les documents mentionnés à l'article précédent, sa candidature sera considérée comme étant pleinement recevable.

L'attribution du marché au soumissionnaire dûment retenu, et par là même la nomination des commissaires aux comptes titulaire et suppléant, fera l'objet d'une délibération du conseil d'administration de l'IGN.

La délibération indiquera, au plus, le nom du cabinet (personne morale) retenu, le nom du commissaire au compte titulaire (personne physique) représentant le cabinet ainsi que le nom du commissaire au compte suppléant qui peut appartenir ou non au même cabinet (si le suppléant appartient à une autre structure d'exercice professionnel, la délibération fera également mention du cabinet de rattachement).

L'attributaire du marché en devient le titulaire à réception du marché signé électroniquement par l'ensemble des parties.

La date de notification du marché public est la date de la réception de la notification du marché.



## ARTICLE 9- INFORMATION DES OPERATEURS ECONOMIQUES ELIMINES

L'IGN procédera à l'information des opérateurs économiques évincés en application des articles R2181-1 et R2181-3 du code de la commande publique.

Tout opérateur économique éliminé sera avisé par courrier électronique, avec demande d'accusé de réception.

L'opérateur non retenu peut demander des précisions supplémentaires sur les motifs de son élimination uniquement par courrier. L'IGN répondra par courrier sous quinze jours maximum à compter de la réception de la demande.

## ARTICLE 10- RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Toute demande de renseignement complémentaire qu'un opérateur économique jugerait utile à l'élaboration de sa réponse doit être transmise électroniquement de préférence via la plateforme [www.marches-publics.info](http://www.marches-publics.info) ou, à défaut, à l'adresse [marches-publics@ign.fr](mailto:marches-publics@ign.fr).

Les renseignements complémentaires sont envoyés aux opérateurs économiques six jours au plus tard avant la date limite fixée pour la remise des plis, pour autant qu'ils en aient fait la demande en temps utile.